

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 26 OCTOBRE 1978 — N° 777

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Les postiers en grève

Le mouvement de grève dans les postes est assez largement suivi malgré une certaine confusion créée par les divergences des directions syndicales

EN IRAN

### Grèves et manifestations se poursuivent



A Mashad, l'armée intervient contre une manifestation. Cette scène se déroule quotidiennement dans les plus grandes villes d'Iran. A Hamadan lundi, les heurts furent particulièrement violents.

Les grèves ouvrières dans les secteurs du pétrole, des grands chantiers et les grands

services publics et le mouvement étudiant incessant, depuis plusieurs semaines sont ainsi venus approfondir le mouvement qui se poursuit depuis le début de l'année. Selon un chef Chiïte, l'armée du Shah a assassiné 3 000 personnes depuis le début des manifestations. Cette politique de meurtres apparaît impuissante à stopper un mouvement de plus en plus déterminé.

Malgré une participation relativement importante dans l'ensemble, l'ampleur des débrayages dans les Centres de tri, était inégale mercredi. De nombreux centres étaient complètement déserts alors que d'autres connaissaient une activité minimum.

Une certaine confusion régnait, due essentiellement aux divergences de vue entre les directions syndicales : CFDT et CGT appelaient seulement les Centres de tri tandis que FO avait lancé un mot d'ordre général pour tout le personnel des PTT.

Le trait marquant de cette journée du 26 — sorte de point fort de la série de journées d'action — c'est la participation, malgré tout importante, des postiers. Cela est révélateur du ras-le-bol généralisé des travailleurs dans les PTT. Portant essentiellement sur les effectifs et les conditions de travail, le mécontentement du personnel des postes aura saisi quand même cette journée pour s'exprimer.

Du côté des patrons, c'est la menace : Ceyrac trépassait mercredi matin sur les ondes, évoquant les mesures qu'il faudrait prendre pour «faire respecter la démocratie».

Ces actions perlées par catégories, bien qu'elles aient été assez suivies, ne peuvent répondre à l'attente des postiers, à leur volonté de lutte. Elles sont peu efficaces pour faire progresser les revendications. C'est le point de vue de très nombreux postiers.

## Le Vietnam prépare une nouvelle agression contre le Cambodge

La rapide propagation de la rumeur lancée par radio Hanoï selon laquelle un soulèvement aurait éclaté au Cambodge est inquiétante à plusieurs titres : la radio vietnamienne cherche à détourner l'attention sur ses préparatifs de guerre et leur ampleur ; elle indique en même temps ce que vise la mobilisation générale au Vietnam : cherche à renverser le régime cambodgien qui a refusé de se soumettre à la tutelle vietnamienne.

(Lire en page 8)

## Le froid venu de Moscou

La visite de Gromyko à Paris est interprétée comme une relance des relations franco-soviétiques après le gel qui a suivi le refus opposé par Giscard à Brejnev d'aller plus avant dans la voie des concessions politiques à Moscou, en juin 77. De ce fait, l'intervention française au Shaba aidant, les «relations privilégiées» se sont distendues au début de 1978. Les Russes avaient cessé de se faire aimables. Le sourire leur revient, c'est ce que l'on appelle dans la presse le réchauffement. L'ennui est que le sourire leur soit revenu après que le gouvernement français ait cédé aux demandes soviétiques lors de la dernière réunion de la grande commission ; l'ennui est que les sourires moscovitaires cherchent à faire avaler de nouvelles demandes quant à l'orientation de la politique française, qu'à nouveau Gromyko demande à Giscard de s'engager dans la «détente militaire», qu'à nouveau les Soviétiques espèrent des concessions de Giscard. Les sourires de Moscou font toujours froid dans le dos.

G.C.

## Interview de Victor Fainberg

(Lire en page 6)

## Manifestation anti-raciste à Toulouse

(Lire en page 5)

Le Quotidien du Peuple  
gravement menacé  
25 millions d'ici  
le 1<sup>er</sup> novembre  
pour  
votre quotidien !

(Lire en page 3)

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Sur la question de la paysannerie

A propos de la question paysanne, dans l'Yonne, région où la proportion de petits et moyens paysans est forte, où l'exode rural — par la disparition progressive de la petite paysannerie — a été amorcé depuis longtemps, où donc nous sommes dans une région particulièrement touchée par la politique agricole de la bourgeoisie, la paysannerie reste cependant hésitante : malgré les atteintes répétées de la bourgeoisie elle s'en tient, dans l'ensemble, à une analyse et répu-

gne à s'organiser et à prendre ses affaires en mains pour se défendre.

La première étape de la réduction de la couche des petits paysans s'est amorcée avant la crise, c'est-à-dire que ces petits paysans ont pu vendre leurs propriétés, ont ainsi constitué un petit capital qui leur a permis de s'urbaniser dans des conditions relativement privilégiées (bâtir sa maison, garder des vergers...) ; ils ont pu trouver localement et facilement du travail sans vraiment se déraciner dans les usines à

une période où la classe ouvrière n'était pas encore atteinte. Maintenant, ce qui caractérise la situation dans la paysannerie, c'est l'endettement qui touche encore plus les paysans moyens qui eux, ont tendance plus que les petits paysans à se lancer dans les plans de développement. Que ce soit le processus de l'endettement par les plans de développement, par l'intégration aux firmes agro-alimentaires, que ce soit du fait de la spéculation foncière qui conduit le petit et

moyen paysan soit à réduire dangereusement sa surface de culture s'il n'achète pas, soit à s'endetter lourdement s'il achète, ainsi le paysan fait faillite et se trouve totalement dépouillé de tous ses biens. Il abandonne alors son exploitation sans avoir pu récupérer son capital. Il va de ce fait devoir s'urbaniser non plus en situation privilégiée mais dans les pires conditions, devant s'installer dans les zones HLM ; il offre sa force de travail en période de chômage, s'il ne trouve pas de

travail il n'a pas droit aux indemnités de chômage. Cette transformation de la situation des petits et moyens paysans, obligés de quitter l'agriculture va s'accélérer.

En effet, la période actuelle se caractériserait par la mise en place des plans de développement : la bourgeoisie laisse les paysans s'endetter, elle passera ensuite à la deuxième étape d'élimination, d'autre part la spéculation sur le foncier non seulement n'est pas prise correctement

en compte mais s'aggrave de plus en plus. Dans l'Yonne ce sont les travaux du TGV, l'attrait du département comme zone verte de loisirs pour cadres parisiens, le placement pour les capitalistes, etc. qui continuent à faire monter les prix des terres. La croissance continue du chômage ne pourra qu'accroître leurs difficultés à se reconverter. Il semblerait donc que nous soyons dans une période charnière où la prolétarianisation du paysan «éliminé» devient une réalité mais qui ne touche encore pas la masse des petits et moyens paysans ; la tactique de la bourgeoisie n'est-elle pas aussi d'étager leur élimination pour pouvoir mettre en place son agriculture capitaliste sans trop de heurts et de révolte paysanne. Cette situation peut expliquer que de plus en plus les analyses justes se développent parmi la paysannerie mais à quoi peut-on attribuer vraiment ses obstacles à s'organiser et à se défendre ? Peut-être est-ce des obstacles d'ordre idéologique qui dominent et seraient le frein principal ? Il serait peut-être nécessaire que nous approfondissions la nature des obstacles pour pouvoir mieux les cerner et ensuite mener le travail en direction de la paysannerie.

## Les communautés culturelles et linguistiques sous le socialisme

Dans le chapitre : «L'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat», où est abordée la question de la démocratie socialiste, notre programme dit que les structures de base de la société socialiste seront constituées par des communautés d'entreprise, de quartier, de village. Il me semble qu'on oublie dans cette énumération un type particulier de communautés de travailleurs, à savoir les communautés culturelles et linguistiques originales que représentent les

différents peuples existant dans notre pays. Certes, ce caractère communautaire ne recouvre que certains aspects spécifiques (langue, culture, traditions), mais il doit être pleinement reconnu, et dans la droite ligne de notre conception de la démocratie socialiste, l'on doit donner tous les moyens aux travailleurs concernés de résoudre eux-mêmes ces problèmes spécifiques, y compris par des structures appropriées. Ces structures ne sont pas à considérer comme des structures de base de la

société socialiste au même titre que les communautés d'entreprise, de quartier, de village (elles se situent également à une échelle beaucoup plus grande), elles ne doivent pas non plus s'y superposer mais les compléter le cas échéant. Dans cette optique, je propose l'amendement suivant :

**Paragraphe précédent :**

... Ce sera un pouvoir où toutes les décisions importantes résulteront d'un débat préalable dans les structures de base de la

société socialiste, communautés regroupant les travailleurs d'une entreprise, d'un quartier, d'un village...

**Texte de l'amendement :**

«L'existence des différents peuples» unis pour former la nation française sera pleinement reconnue : ceux-ci disposeront d'une large autonomie et de structures propres leur permettant de décider directement des problèmes spécifiques de l'ensemble de la communauté culturelle et linguistique originale

constituée par chacun d'eux (notamment en ce qui concerne la promotion de leur langue et de la culture populaire qui lui est liée).»

\*Note (non contenue dans l'amendement).

Définition proposée du «peuple» : tout groupe d'hommes marqués d'une spécificité ethnique, linguistique, historique et conscients de leur originalité.

T. W. BISCHHEIM

Cellule d'Auxerre

Saint Denis : rassemblement du PCF sur l'école

## MAIS OU ETAIENT LES LYCEENS ?

●Ce mardi soir, la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF appelait, avec la JC, à un rassemblement autour du thème de l'école et des luttes qui s'y déroulent. Avec la participation de têtes d'affiche : Chambaz, membre du BP, Garcia, sénateur, Zarka, député de Saint-Denis et secrétaire national de la JC, et Berthelot, maire de Saint-Denis. Un meeting qui n'a pourtant rassemblé que quelques centaines de personnes, parmi lesquelles les lycéens brillaient par leur absence.

Prévu au programme, dans les textes d'appel diffusés largement dans les boîtes aux lettres et dans les établissements scolaires : à 17 h, des «rencontres-témoignages-débats» ; à 18 h, les interventions des orateurs. A 17 h, pas un chat. A 18 h, quelques dizaines de militants discutent dans l'entrée. Dans la salle, un stade couvert, une vingtaine de personnes perdues dans l'immensité. Les militants, sans se presser, commencent à arriver par petits groupes,

pendant que, pour faire patienter, des hauts-parleurs diffusent la 9<sup>e</sup> symphonie (pourquoi pas ?)

A 19 h, une heure plus tard que prévu, les organisateurs décident de commencer le meeting devant une assemblée qui regroupe à peine plus de 400 personnes. Derrière moi, des militants s'interpellent : «Eh, il faudrait se grouper, sinon ça aura bonne mine pour les photos». Une militante se fait accrocher : «Il faut que tu montes à la tribune».

— «Pourquoi ? Ça n'était pas prévu». — «Non, mais il faut quand même qu'il y ait une femme». La dame s'exécute de mauvaise grâce.

La cérémonie peut commencer. Les quatre têtes d'affiche vont entamer une longue série de discours sôporifiques sur les problèmes de l'école. On tentera vainement de comprendre l'intérêt de faire quatre interventions... pour dire la même chose. Zarka tentera de réveiller l'ensemble en attaquant dès sa deuxième phrase, le PS et la direction nationale de la FEN, qui lui est inféodée. Pour terminer, devant une assistance poliment silencieuse, mais qui commence à s'assoupir, Chambaz fera un salmigondis mêlant les problèmes de l'école, les licenciements dans les entrepri-

ses, le virage à droite du PS, l'intégration européenne et la décadence morale de «la société permissive à l'américaine qui prêche l'individualisme et la jouissance pour la jouissance». Seule perspective offerte : adhérer au PCF, renforcer l'union à la base.

Un coup d'œil sur la salle : un peu plus de 400 personnes, pour la plupart des profs du PCF ou des élus municipaux. Un échec complet pour un meeting appelé sur tout le département. Et surtout l'absence quasi-totale de lycéens ! A peine plus d'une dizaine au total ! Près de la tribune, sur un tableau qui sert d'habitude à indiquer les scores des rencontres sportives, le résultat de la soirée : adhésions réalisées : 4. Quand même ?

François NOLET

### Lycéens grévistes... un prof PCF au travail !

L.T. Le Corbusier, à Aubervilliers. Un prof du PCF, M. Ferry, s'inquiète de ne pas avoir d'élèves en cours depuis un mois. Désireux d'élever le niveau scientifique technique et culturel des forces vives de la nation, ce monsieur téléphone aux parents de ses élèves, leur demandant comment il se fait que leur enfant n'assiste pas à ses cours. Apprenant la chose, les lycéens décident de demander des explications à l'enseignant.

Mardi matin, plusieurs dizaines d'entre eux bloquent la salle des profs et demandent à l'intéressé de s'expliquer en présence de ses collègues. Celui-ci refuse de répondre et prétend aller assurer son cours. Sans rechercher l'affrontement physique, les élèves le laissent passer, mais décident d'intervenir dans sa classe. Il refusera toute explication, sauf pour traiter les élèves de fascistes.

Une affiche va bientôt orner les murs du lycée, sur le thème : «Sa démocratie, c'est celle de Beullac : la liberté du travail». Et d'appeler les lycéens à jouer au radio ferry phone, en diffusant le numéro de téléphone de l'enseignant.

# Le Quotidien du Peuple gravement menacé

## 25 MILLIONS D'ICI LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Plus de 8 000 F souscrit aujourd'hui, ce rythme doit non seulement être maintenu, mais accéléré. Et c'est possible. De multiples initiatives se mettent en place, il faut les faire connaître.

Voilà ce que nous ont fait parvenir par exemple, des lecteurs de Nantes, St Etienne, Paris. L'esprit d'offensive de

ces camarades doit devenir celui de tous ceux qui veulent que le Quotidien du Peuple poursuive son combat. Les propositions décrites doivent en faire naître de nouvelles.

Lecteurs, amis du QdP, écrivez-nous ; vos lettres seront publiées ; ce sera l'impulsion nouvelle à la bataille engagée, bataille qu'ensemble nous gagnerons.

Le Quotidien, c'est un peu notre vie de chaque jour que l'on y trouve : on en a grand besoin pour s'informer et pour conserver le goût de la lutte. Je vous envoie 300 F. Merci.

Une travailleuse hospitalière de St Etienne

La mobilisation pour soutenir le QdP est aujourd'hui effective. Mais sonner chez les gens pour demander des sous, ne

suffit pas. Dans certains cas, cette seule démarche, donne des résultats limités. On en vient donc à se poser la question des moyens. Et là, aussi surprenant que cela puisse paraître, j'ai rencontré certaines hésitations. En particulier, un ami abonné au QdP, qui s'étonnait à la lecture des listes de souscription, du nombre de fois où l'argent provenait de ventes d'objets. Pour lui, ce n'était pas politique. Gagner la bataille des 25 millions, c'est combattre,

le passage du Quotidien à une pagination de huit pages, en montrant concrètement l'ampleur des difficultés auxquelles nous sommes confrontés nous a tous fait réfléchir... et agir en conséquence : c'est vrai, beaucoup de camarades et de lecteurs n'y croyaient pas vraiment. Depuis trois ans, nous avons pris l'habitude de voir le Quotidien tous les matins dans les kiosques ; les précisions apportées il y a 15 jours, le risque de voir réellement le journal disparaître à court terme a lancé la mobilisation. A Angers, plusieurs abonnements de soutien ont été réalisés en allant voir des lecteurs du journal que nous connaissions ; certains abonnés ont même décidé de devancer leurs abonnements. A Nantes, un camarade de Laving-glaces a proposé de faire une collecte dans

l'entreprise : le journal les avait soutenus pendant la grève de décembre. D'ores et déjà, plusieurs travailleurs de Laving-glaces ont décidé de prendre cette collecte en main pour sauver celui que certains appellent «le journal des travailleurs»...

Et puis, aujourd'hui, plusieurs centaines de calendriers du Quotidien ont été vendus. D'ici deux jours, nous n'en aurons plus : est-il possible d'en avoir d'autres ? C'est une bonne manière d'élargir le soutien au QdP, car on peut le vendre largement. Avec ces ventes, en continuant la campagne d'abonnements (une dizaine cette semaine sur la région), et en collectant de l'argent largement, nous sauverons le Quotidien.

Correspondant PAYS DE LOIRE

éliminer ces hésitations. C'est prendre toutes les initiatives possibles. Aujourd'hui le QdP a besoin de cette somme, sinon il risque de disparaître. C'est en ce sens que la vente d'objets est plus politique qu'il n'apparaît à première

vue. Bien sûr d'autres moyens plus intéressants existent. De ce côté, les calendriers 79 représentent une possibilité que nous n'avons pas encore assez exploitée. Pourtant, la dernière fois, nous avons constaté dans un porte à

porte, que de nombreuses personnes sont prêtes à aider le QdP de cette manière : 4 calendriers en 25 minutes.

La bataille vaut la peine d'être menée puisque celui qui me faisait cette ré-

flexion sur le côté apolitique des ventes d'objets est d'accord pour faire des portes à portes avec moi pour vendre les calendriers.

Un camarade de Paris 13<sup>e</sup>

Nantes	
J.Y.C.	200
Meysac	
A.A.	170
Yvrac	
J.A.	350
Mulhouse	
Un O.S.	50
Un immigré	10
Soutien	22
Un magasinier	28
Aurillac	
A.R.	200
Pau	
P.T.	350
Auxerre	
Un petit paysan	100
Un camarade	170
Une ouvrière horticole	100
Avallon	
Un ouvrier	40
Ruffec	
J.L.	350
Noisy le Sec	
J.R.	150
Le Bourget	
S.G.	50
Gif	
J.P.	350
Fontenay sous Bois	
F.N.	100
Paris 19 <sup>e</sup>	

R.B.	200
Un ami du journal	500
C.	400
Joinville	
J.M-G.	350
Lyon	
Collecté à la Croix Rousse.	1 000
Bourgoin	
C.L.	350
Orsay	
J.P.	350
Ivry	
D.C.	180
Besançon	
Ventes	60
Ventes de vieux livres à la Faculté	146
Collectes	554
Un camarade	100
Ventes de livres	140
Pour le 12 pages	100
Un camarade	30
Ventes	170
Murat	
D.G.	75
Le Havre	
J.P.L.	350
L.	350
TOTAL	8 195
ANCIEN TOTAL	48 983
NOUVEAU TOTAL	57 178

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.  
 Nom : .....  
 Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
 Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J



POUR SOUTENIR  
 LE QUOTIDIEN DU PEUPLE  
 PASSEZ COMMANDE  
 DE SON CALENDRIER

### DIALOGUE ENTRE UN CONTESTATAIRE ET PAUL LAURENT DANS FRANCE NOUVELLE

La dernière livraison de France Nouvelle, l'hebdomadaire du PCF, révèle une surprise : un dialogue épistolaire entre Georges Labica contestataire notoire, et Paul Laurent.

Labica évoque une récente interview de Paul Laurent où celui-ci disait qu'un militant refusant l'abandon du concept de la dictature du prolétariat ne saurait être valablement membre d'un organisme de direction.

Or Labica s'est opposé à l'abandon du concept de la dictature du prolétariat, et il est toujours membre du Comité fédéral des Hauts de Seine. Sur la pression «d'un membre du bureau politique (Claude Popere) et d'un secrétaire du Comité central (Gaston Plissonnier)» précise-t-il.

La réponse de Paul Laurent n'a rien de surprenant : «(...) Je maintiens que

le désaccord avec l'abandon de l'idée de dictature du prolétariat comme élément de notre stratégie politique porte contradiction à cette stratégie. Il peut, à mon avis, en résulter une difficulté pour le dirigeant qui vit cette contradiction. Tu le confirmes dans ta lettre. (...) Nous ne sommes pas le parti de l'anathème où on rejette un militant dès qu'il manifeste un désaccord. Encore une preuve du caractère démocratique de la vie interne de notre parti».

Plus que le dialogue en lui-même, l'important réside dans l'existence même de cette lettre d'un contestataire, modéré il est vrai, dans France Nouvelle, et la réponse de Paul Laurent. D'aucun y verront la confirmation du fait que Paul Laurent cherche à se donner un visage libéral à la veille du 23<sup>e</sup> Congrès.

### Edmond Maire chez Barre

Edmond Maire s'est rendu à l'Hôtel Matignon mardi. Après une rencontre de plus de deux heures avec le Premier ministre, il a bien voulu faire quelques déclarations.

«Le moment est venu de relancer l'action» pense le secrétaire général de la CFDT. On ne comprend pas très bien pourquoi d'ailleurs maintenant et pas avant, ou pas après. Ou alors la pression est trop forte, il y a une trop grande combativité chez les travailleurs pour clamer trop fort les inepties contenues dans le rapport Moreau. En tout cas, la ligne de conduite des dirigeants de la CFDT semble rester la même quant au fond puisqu'Edmond Maire veut seulement faire pression pour «que les négociations engagées sur les bas-salaires ne s'enlisent pas».

### Revendications policières

La fédération autonome des syndicats de police a été recue par Bonnet. Elle entendait exiger davantage de moyens pour la police. L'augmentation de 21,1 % du budget de l'Intérieur ne leur suffit pas. Ils se sont déclarés déçus à l'issue de l'entrevue.

## DES MILLIERS QUI SE BATTENT

● Dans plusieurs secteurs, des actions sont en cours cette semaine : les postiers sont appelés par catégories à une série de journées d'action ; les dockers ont débrayé 24 heures lundi dernier et envisagent la poursuite de l'action ; les marins sont en grève illimitée ; le personnel communal a fait également grève 24 heures cette semaine. Voilà pour les actions à résonnance nationale.

«Semaine sociale chargée», «le climat social se tend»... Les médias ont accordé (une fois n'est pas coutume), une place relativement importante à ces mouvements dans leurs informations. Bien sûr, comme d'habitude, les commentaires les plus fantaisistes accompagnent ces informations. En tout cas, ces messieurs découvrent soudain, seulement à l'occasion de la recrudescence des journées d'action, que les travailleurs luttent.

Et pourtant, des dizaines de luttes se déroulent actuellement à travers la France. Souvent dans des petites boîtes, ou dans un secteur ; des débrayages, des occupations, des manifestations...

D'abord contre le chômage sous toutes ses formes et les mauvaises conditions de travail, ensuite pour l'augmentation des salaires, des milliers de travailleurs se battent depuis la rentrée. Azur et Guittel à Paris, la Lainière à Roubaix, à Via-France et à l'abattoir de Rennes, dans les grands hôtels parisiens, chez Gottfried à Dôle, Yéma à Besançon... Il faudrait des pages pour les citer toutes. Dans la seule région d'Aix-en-Proven-

ce, il n'y a pas moins d'une dizaine de luttes en cours.

Cette France des luttes quotidiennes des travailleurs ne trouve guère de place à la télé ou sur les ondes de radios.

Des victoires sont souvent remportées par ces luttes. A Yéma, les ouvriers obtenaient déjà 100 F au bout d'un jour de grève. Au Centre de tri de Pontoise, il y a quelques jours, les postiers ont arraché une partie des effectifs supplémentaires qu'ils demandaient ; pour ne prendre que ces deux exemples. Sans avoir une portée nationale, ces résultats n'en sont pas moins réels.

Bien sûr, de grandes questions se posent aux travailleurs : comment remporter des victoires importantes dans les PTT par exemple. Dans le géant du poids-lourd qu'est devenue la société RVI (Renault Véhicules Industriels), les travailleurs ont commencé à envisager la riposte d'ensemble contre les projets de licenciements. Tout cela n'est pas sans poser des problèmes importants ; l'attitude trouble des directions syndicales n'est pas le moindre.

Il y a toutes ces luttes qui se préparent ; et il y a toutes celles qui se déroulent en ce moment et qui valent qu'on s'y intéresse, qu'on les soutienne. En tout cas, une constatation s'impose : c'est par milliers que les travailleurs luttent contre la politique d'austérité du gouvernement Barre. C'est une réalité indiscutable.

G.P.

Azur (Vincennes)

## DEPUIS UN MOIS, LES OUVRIERES ONT REPRIS LA PRODUCTION

Voilà un mois, le 25 octobre précisément, que les ouvrières d'Azur, toutes licenciées, décidaient de remettre les machines en route, et de reprendre la production : quelques heures par jour, pour populariser leur lutte, et affirmer qu'elles continueraient à exiger un emploi, ici, dans leur biscuiterie de Vincennes. Et si leur lutte se poursuivait aujourd'hui et rassemble la grande majorité du personnel, les ouvrières d'Azur sont persuadées que cette initiative, cette attitude offensive devant le chômage, n'y sont pas pour rien. Les commandes des sections syn-

dicales, des UL... sont telles, en ce moment, que les ouvrières de chez Azur se demandent parfois comment elles vont y faire face. Augmenter la production ? Elles ne sont pas tellement d'accord, car elles ne produisent pas pour produire ; elles tiennent à pouvoir discuter de leur lutte et prendre le temps qu'il faut pour régler tous les problèmes qui surgissent chaque jour : dans une lutte aussi longue, avec une majorité de femmes immigrées (portugaises pour la plupart), les obstacles à surmonter quotidiennement sont nombreux.

Mais un mois après le début de la remise en route des machines, elles peuvent être contentes du résultat : au niveau du département, la prise en charge du soutien est très positive, commence à s'étendre à la région parisienne, et même au-delà.

Ce soutien, il faut encore l'élargir. Vous pouvez leur rendre visite tous les après-midis de la semaine dans leur usine occupée, 106 rue de la Jarry à Vincennes (M<sup>o</sup> Château de Vincennes).

M. C.

## La situation de l'emploi dans la Drôme et l'Ardèche

Comme toutes les autres régions de France, la Drôme et l'Ardèche vivent à l'heure des restructurations, des licenciements et du chômage : 99 licenciements annoncés chez Dalami, à Saint-Rambert d'Albon ; 133 chez Trigano, à Lamastre, Tourmon, Annonay et la Roche de Glun ; 60 chez Pavaiiler à Valence ; 30 à la Menuiserie française à Valence à la Sinameco ; 300 personnes dont on connaîtra le sort sous peu à la MGM Valence.

S'il est assez facile de connaître la situation dans les entreprises connues, il est beaucoup plus dur de se rendre compte de la situation réelle, car il existe de nombreux petits ateliers et boîtes de sous-traitance qui sont durement touchés et qui emploient généralement dans la campagne du personnel à la fois ouvrier et paysan.

C'est le cas par exemple du secteur textile dans le

moulinage où de nombreux ateliers ont fermé ou sont sur le point de l'être, comme à Chavanoz à Aubenas ou dans les ateliers de la TSR (soierie).

Enfin, pour citer les chiffres officiels, plus de 1 200 personnes sont demandeuses d'emploi sur les deux départements, soit 10 % de la population active. A côté de cela, bien sûr, on voit se développer une floraison de nouvelles boîtes d'intérim qui savent profiter de la situation et diviser les travailleurs.

C'est pourquoi lutter pour l'intégration des intérimaires dans les usines, c'est aussi lutter contre le chômage.

Car les futurs licenciés sont aussi de futurs intérimaires.

Une telle situation dans la Drôme-Ardèche ne restera pas sans réaction de la part des travailleurs.

Correspondants  
PCML et PCR ml  
Valence

PTT

## POUR UNE LUTTE CONSEQUENTE

Les grèves tournantes appelées par les fédérations syndicales dans les PTT et commencées mardi 24, (dans le secteur financier des postes et parmi les receveurs distributeurs) se poursuivaient mercredi, cette fois dans les centres de tri, les bureaux-gares et chez les ambulants. Dans la même journée de mercredi, la fédération FO des postes appelait de son côté à une grève de 24 heures : l'ensemble des catégories de postiers.

Le mouvement tournant proposé par les fédérations cégétiste et cédétiste devait se poursuivre dans la journée de jeudi (personnel d'exploitation des télécommunications) et de vendredi (bureaux de poste, distribution, services techniques et automobiles).

Cet appel à des grèves échelonnées, s'inscrit dans un climat de mobilisation indéniable chez les postiers : il y a quinze jours à peine, plusieurs centres de tri étaient en lutte, dans la région parisienne (Brune, Pontoise, Créteil), mais aussi en province (Le Mans, Rennes, la région lyonnaise, le Loir-et-Cher...). Des luttes pour les effectifs, contre les mutations incessantes du fait du manque de personnel, contre les sanctions qui tombent sur les postiers qui refusent de plus en plus nombreux ces déplacements d'un poste à un autre pour parer au plus pressé. Cette mobilisation ne se dément pas : pas plus tard que dans la nuit de lundi à mardi, les postiers du centre de tri Paris-Nord entraient en lutte contre la sanction d'un de leurs camarades qualifié d'*'insubordonné'*.

Mais que le mouvement de grève lancé par les fé-

dérations syndicales intervienne dans une période où la volonté de lutte existe ne veut nullement dire qu'il y répond. Car — et les postiers le disent de plus en plus nombreux — les éternelles grèves de 24 heures, échelonnées de surcroît à l'extrême en quatre jours, par catégorie, ne sont pas susceptibles d'amener des succès quelque peu importants.

On assiste donc aujourd'hui à cette situation : d'un côté, une mobilisation, un ras-le-bol réel ; de l'autre, des formes de lutte non appropriées. Mais, autre question dans ces conditions, que faire ?

Prendre en main soi-même la lutte ? Arriver à imposer des formes de lutte plus efficaces ? Dans quelques endroits, encore très limités, la pression des postiers à la base, l'expression de leur mécontentement devant l'échelonnement des journées de grève, pourrait amener les directions syndicales locales hésitantes à appeler différentes catégories de personnel, à partir en grève 24 heures en même temps. Demander des comptes, ne pas en rester au souhait «il faudrait un mouvement puissant et large» semble être également la démarche, de plus d'un postier, sur le centre de tri de Créteil, centre qui a connu l'affaire Llamas, rappelons-le. Ces exemples, qui posent la question : «Comment pallier concrètement à la défection des directions syndicales ?», qui posent le problème d'initiatives concrètes à prendre, sont encore très limités. Mais le débat est engagé.

R.F.

Hôtel Suffren La Tour

## 5<sup>e</sup> JOUR DE GREVE

Après quatre jours de grève, face aux justes revendications des travailleurs, la Direction oppose le mépris. Monsieur Huard préfère déjeuner tranquillement plutôt que de faire face à ses responsabilités de Directeur Général.

Et bien, bon appétit, Monsieur Huard, nous ne céderons pas !

Nos revendications sont justes et réalistes :

- 2 300 F de salaire minimum, hors nourriture.
- 250 F en plus des 4 % pour tous les autres salariés,
- 40 heures de travail par semaine,
- une prime de fin d'année de 500 F,
- suppression des contrats à durée déterminée,
- suppression de deux chambres pour le service des étages.
- prime d'ancienneté,

- 5<sup>e</sup> semaine de congés payés,
- 10 jours fériés,
- remboursement intégral des jours de maladie,
- paiement de la carte orange,
- promotions et formation professionnelle continues.

Nous dénonçons les pratiques d'intimidation visant à faire travailler le personnel non gréviste en plus de leurs heures de service, et en dehors de leurs qualifications.

Nous dénonçons l'embauche d'extras visant à briser la grève.

Nous appelons tous les travailleurs à se joindre à nous : la grève, c'est l'affaire de tous.

Ce n'est qu'un début, la grève continue.

Sections CGT  
et CFTD



## LES LYCÉENS DANS LA LUTTE

Lycée de LEP de Rombas (Moselle)

## «NOTRE AVENIR NOUS INQUIÈTE»

● La grève des lycées et des LEP semble vouloir s'étendre hors de la région parisienne. En Moselle à Rombas, à côté d'une usine de Sacilor, non loin de Thionville, les lycéens, au départ sur intervention de la CFDT, ont également arrêté le travail quelques jours, la semaine dernière. Aujourd'hui, ils ont repris les cours sous la pression de l'administration et quelques fois des parents. Ils entendent toutefois convaincre leurs camarades de la nécessité de repartir en grève après les congés de la Toussaint.

Au lycée comme au LEP les sujets de mécontentements ne manquent pas : «Classes surchargées, scolarité trop chère», mais pour le LEP, en plus, «l'insécurité dans les ateliers, quelques fois, il pleut sur les machines aux fils dénudés». Le manque de matériel se fait aussi sentir : «On a trois perceuses pour vingt élèves». A cela s'ajoute le problème du doublement : «En électromécanique, tu as 63 élèves en première année et 50 en deuxième année». «De plus, tu n'es pas forcément orienté dans la sec-

tion qui t'intéresse». Quelquefois les lycéens sont victimes d'un prof avec lequel ils ne s'entendent pas : «C'est grave, quand c'est lui qui te corrige ton examen». Les collégiens expliquent : «Nous ne voulons pas subir ces conditions de travail toute l'année». Au cours de la discussion, la situation de l'emploi en Lorraine, comme le dit le *Républicain Lorrain*, se fait sentir. «On n'est pas en grève pour s'amuser mais parce qu'on est inquiet pour notre avenir».

Les lycéens ont cons-

Vendredi matin, réunis dans un foyer de la ville de Rombas, ils discutaient des perspectives de leur mouvement. Nous leur avons proposé une table ronde : plus de vingt élèves du lycée et du LEP y ont participé. On sent dans le cours de la discussion que l'on se trouve en plein cœur d'une région sidérurgique durement frappée par la crise.

Nous publions par ailleurs, le compte-rendu d'une discussion avec des élèves de l'école ménagère simultanément en grève.

ciencia d'avoir le même adversaire que la classe ouvrière. Au début de leur grève, ils se sont rendus en manifestation devant le piquet de grève de Sacilor Rombas.

La CFDT a d'ailleurs joué un rôle très important dans le déclenchement de leur grève. Ils regrettent toutefois que le soutien des syndicats ne soit pas plus important.

L'attitude des parents est diverse ; dans l'ensemble, ils soutiennent. «Mon père a été licencié de la sidérurgie, il me soutient», mais quelques fois, les parents pensent que dans cette situation de chômage, il vaut mieux, pour que leurs enfants s'en sortent qu'ils se tiennent tranquilles. L'attitude des Associations de Parents d'élèves suscite parfois l'amertume. «La fédération CORNEC (proche du PCF NDLR) nous a fait savoir qu'elle n'était pas solidaire de notre mouvement».

On est venu au cours de la discussion, à évoquer l'échec de la gauche aux dernières élections. Dans

l'ensemble, un consensus se dégage pour affirmer que la gauche n'aurait pu redresser la situation en Lorraine, et ce y compris chez certains qui ont activement participé à la campagne électorale au printemps dernier pour le compte du PCF.

«Les gens ont voté à droite parce qu'ils ne savaient pas quel type de changement la gauche aurait pu apporter».

Dans cette région où le PCF a fait une intense campagne pour la nationalisation de la sidérurgie, cette solution n'apparaît pas non plus comme la panacée. «Les licenciements auraient continués». Ce n'est d'ailleurs pas en direction des partis de gauche que les lycéens cherchent un soutien. Quand on leur demande : «A votre avis, que faut-il pour que votre mouvement soit victorieux ?». «Une coordination de tous les bahuts en grève», répondent la plupart d'entre eux. En Moselle, elle est déjà en route.

François MARCHADIER

## ● La CSF et la rentrée scolaire :

La Confédération syndicale des Familles (CSF) dénonce dans un communiqué «la politique gouvernementale qui consiste à redéployer les mêmes moyens sans en dégager de nouveaux», ainsi que «le fait de privilégier l'apprentissage sur le tas et les stages chez l'employeur». D'autre part, la CSF «attire la vigilance des enseignants et des familles concernant les collectes de renseignements familiaux et sociaux recueillis par l'intermédiaire des fiches ou dossiers produits par l'administration», ceci après l'abrogation de l'arrêté sur le dossier scolaire Haby. La CSF conclue en revendiquant «pour l'avenir, l'ouverture, de façon structurelle, de l'école sur la société, en y associant les personnels, les parents et les organisations populaires de quartier, syndicales et familiales».

## ● Concours interne des Ecoles normales à Chennevières : centre occupé

Mercredi 25 octobre, 8 h du matin. Depuis mardi 18 h des enseignants du Val de Marne occupent le lycée Champlain à Chennevières, centre où devrait se dérouler aujourd'hui le concours interne ouvert aux instituteurs suppléants-remplaçants du 1<sup>er</sup> degré. L'Assemblée générale tenue hier soir a décidé de réunir les candidats ayant le début du concours, afin qu'ils décident eux-mêmes à une majorité de 3/4 des inscrits, du bon déroulement de l'examen.

Communiqué du SGEN CFDT 1<sup>er</sup> degré du Val de Marne

● Une manifestation à Beaubourg était appelée mercredi à 14 h 30 par la coordination lycéenne de Montreuil : un de ses membres, un lycéen du LEP de Livry-Gargan vient d'être renvoyé pour fait de grève.

● Mardi après-midi le rapide Le Havre-Pais a été bloqué pendant deux heures en gare du Havre par plusieurs dizaines de

lycéens. Depuis une quinzaine de jours les élèves du lycée Claude Monet demandent la création d'une classe de terminale.

● Les étudiants en Education Physique de Marseille ont occupé mardi matin le rectorat d'Aix-en-Provence, pendant deux heures pour protester contre le «plan Soisson». Ils en ont été expulsés par des CRS.

## La grève de l'école ménagère de Rombas

● Les élèves de l'école ménagère de Rombas ont également fait grève, la semaine passée avec le lycée et le LEP. Vendredi matin, elles étaient réunies avec eux dans la salle municipale de Rombas.

«Nous sommes en grève parce que quand nous avons fini nos trois années dans cette école, nous n'obtenons plus de diplôme». Elles sont là une quinzaine, un petit peu intimidées au début de se retrouver au milieu des lycéens mais, petit à petit, elles prennent de l'assurance. Un mot revient souvent dans la conversation : «On n'a pas le droit». «Quand nous sommes en classes, on n'a pas le droit de regarder par la fenêtre ; dans la cour, on n'a pas le droit de fumer, à la sortie, on n'a pas le droit de se faire chercher par notre ami, on n'a pas le droit de se maquiller, pas le droit de s'habiller comme nous l'entendons. Il arrive que les plus faibles d'entre nous reçoivent des claques. On se fait traiter de poule de luxe, si on se passe un peigne dans les cheveux...». Il n'y aurait pas trop de cette page pour énumérer les vexations dont sont victimes «les filles de l'école ménagère».

Comment arrive-t-on dans cette école ? «Ça dépend : quelques fois, on te met là sans que tes parents l'aient demandé, d'autres fois, c'est parce que tu n'as pas réussi dans une autre école».

En fait, il apparaît que

bon nombre d'entre elles sont là «pour faire quelque chose» qu'elles ont le choix entre «ça» et le chômage. C'est sans doute pour cela que la direction de l'école a supprimé la délivrance de diplôme en fin de scolarité. D'ailleurs l'école ménagère n'a jamais préparé à un quelconque métier. Aucun employeur ne reconnaissait le CAP autrefois délivré.

«On nous apprend la couture, le repassage, la puériculture, (mais rien sur la contraception), la cuisine». Juste ce qu'il faut pour être une bonne ménagère, une femme d'intérieur sans autre perspective que d'aller du fourneau à la machine à laver. La plupart d'entre elles sont révoltées par cette perspective.

«On voudrait bien travailler, mais on ne trouve rien ; ma sœur a un CAP de dactylo, mais ça fait trois ans qu'elle vend des hot-dogs ; elle ne gagne même pas le SMIC» ; la discussion s'engage ensuite sur le rôle de la femme dans la société capitaliste. On sent l'aspiration encore confuse à vivre autre chose, à ne plus être traitée comme un objet. Elles ne tardent pas à se mettre d'accord, il n'est plus possible de se laisser faire à l'école. «Quand l'une d'entre nous reçoit une gifle, c'est toute la classe qui doit protester».

A la fin de la discussion, plusieurs d'entre elles se mettent à rédiger un cahier de revendications. C'est la première fois que des filles de l'école ménagère de Rombas sont en grève.

## MANIFESTATION ANTI-RACISTE A TOULOUSE

● Thierry Neveu, un des tortionnaires du jeune algérien Ali Abdou dans un café de Toulouse avait été remis en liberté de manière particulièrement scandaleuse sous prétexte qu'il avait «moins torturé». Après une confrontation avec sa victime il vient d'être remis en prison par le juge d'instruction.

Mardi 24, une manifestation de plus d'un millier de personnes a défilé dans les rues de Toulouse aux cris de : «Solidarité avec Ali Abdou», «Stoléru, Bonnet, à bas les lois racistes», «Application de la loi anti-racistes»...

Cette manifestation très combattive avait pour but de dénoncer les crimes racistes et de montrer notre solidarité avec Ali Abdou. Le tract d'appel à la manifestation et les prises de parole ont expliqué que le crime n'était pas un fait isolé, mais le résultat d'une politique raciste cherchant à diviser la classe ouvrière, à faire passer les mesures scolarisantes

contre les travailleurs et les étudiants immigrés.

De nombreux immigrés participèrent à la manifestation. Le mot d'ordre «Français immigrés même combat» était l'un des plus repris. Une banderole réclamait l'inculpation des tortionnaires au titre de la loi anti-raciste.

Au moment de la dissolution, les organisateurs

ont appelé à la création d'un comité anti-raciste sur Toulouse. Pour cela, une réunion aura lieu vendredi 27 octobre à 21 heures à l'Arsenal.

Précisons que la manifestation locale a d'ores et déjà mis fin à la liberté provisoire du troisième tortionnaire...

Correspondant Toulouse

## ● Nouvel accident d'une «bombe roulante»

Une catastrophe a été évitée de justesse mardi à Virignin dans l'Ain. Après un dérapage sur la chaussée glissante, un camion s'est écrasé contre une maison. Le propriétaire, âgé de 84 ans, dormait au 1<sup>er</sup> étage, il s'est retrouvé au rez-de-chaussée sans être blessé. Mais il faut aussi préciser que le camion était chargé de butanol, un hydrocarbure inflammable. Après l'accident le butanol s'est répandu sur la route. Le quartier a été évacué en toute hâte. Heureusement, l'explosion a pu être évitée. L'année dernière, il n'y a pas eu moins de 280 accidents de camions transportant des matières dangereuses, ceux que l'on appelle désormais «les bombes roulantes». C'est une de ces bombes roulantes qui avait été à l'origine du drame du camping de «los Alfaques».

● L'Angleterre va entrer dans le consortium franco-allemand Airbus-Industrie en prenant 20 % de participation. Il existe quatre versions, dont deux en service, du moyen-courrier à grande capacité Airbus qui connaît un grand succès commercial. Pour l'instant l'Angleterre n'a cependant pas l'intention de commander des Airbus.

● Les organisateurs des championnats du Monde de Gymnastique à Strasbourg ont décidé de faire appel à la chaîne américaine ABC pour «couvrir» les épreuves ; la grève de la SFP remettant en cause tous les contrats de retransmission prévus.

● Deux avocats ont été inculpés pour avoir introduit des documents dans un QHS. Il s'agirait de coupures de presse concernant un prisonnier ainsi que du texte du régime en vigueur dans les QHS. Des textes très «subversifs» apparemment.

# «Ce qui nous intéresse, c'est que la classe ouvrière prenne en mains la campagne pour le boycott de l'URSS».



Le stand des dissidents soviétiques d'une intervention cet été à Beaubourg.

## INTERVIEW DE VICTOR FAINBERG

(Suite et fin)

### Dissident soviétique

Propos recueillis par J. et A. FECLAZ (Traduit par nos soins)

▷ — *Que penses-tu du soutien que nous pouvons apporter, en France, à la lutte des dissidents soviétiques ?*

V. Fainberg : En ce qui concerne les syndicats, ils évoluent très lentement en Europe de l'Ouest, se contentant de déclarations très générales et abstraites, et tellement pleines de demi-mesures qu'elles ne peuvent pratiquement pas aider les travailleurs. En février dernier s'est tenue une conférence de presse à laquelle participaient tous les grands syndicats français, et ceci pour la première fois depuis 1929. Et au delà de toutes les belles paroles qui furent prononcées, pas un seul syndicat, par la suite, ne fit quoi que ce soit de concret, à l'exception de quelques lettres et télégrammes en URSS. Ces lettres et télégrammes ne constituent pas un renforcement des actions concrètes ; ils sont réellement insignifiants. Et je pense que tout cela n'est pas étranger au transfert, aujourd'hui, de Khlébanov dans un hôpital psychiatrique pénitentiaire. Khlébanov aurait pu être sauvé s'il y avait eu une plus forte pression. Au minimum, il aurait pu être envoyé dans un hôpital psychiatrique ordinaire, d'où il aurait été plus facile de le faire sortir. Dans toutes les déclarations syndicales, dans tous leurs statuts, figure, avec force de loi, la solidarité prolétarienne, et ils n'ont rien fait, tant qu'on ne les en a pas priés, tant qu'on ne leur a pas fourni tous les documents. Et même après cela, ils se sont contentés des quelques actions déjà citées.

#### Il nous est difficile de rentrer en contact avec la classe ouvrière

Parlons maintenant de la classe ouvrière dans son ensemble. Dans l'intelligentsia, dans l'Université, parmi les étudiants, on peut rencontrer quelques possi-

bilités, quelques contacts, dépassant les structures organisées traditionnelles. C'est pourquoi un rôle aussi important revient en France, dans le mouvement pour le boycott, aux intellectuels, écrivains, philosophes, historiens, psychologues et étudiants. Mais ce qui nous intéresse, c'est que la classe ouvrière prenne en mains la campagne pour le boycott. Il est absolument impossible de rentrer en contact avec la classe ouvrière, parce qu'elle se trouve encore trop sous l'influence des idées reçues que lui imposent les dirigeants de ses partis ou de ses syndicats. Ceux-ci n'arrivent pas, eux-mêmes, à s'en débarrasser ; et, par considération tactique, ils n'ont pas intérêt à démolir le mythe soviétique aux yeux de la classe ouvrière. Et rentrer en contact avec la classe ouvrière en dehors de ces structures est pratiquement impossible. Ces contacts nous intéressent beaucoup ; nous ne sommes pas des politiciens, ni des diplomates, certains d'entre nous ont été ouvriers, et nous sommes sûrs que nous trouverions un langage commun... Mais c'est très difficile.

#### Qui participe au boycott ?

▷ — *Certaines formes de boycott de l'Union Soviétique ont déjà été mises en œuvre. L'idée d'un boycott des jeux olympiques de Moscou a été lancée. Où en est-on à ce sujet ?*

V. Fainberg : Une partie de l'intelligentsia technique et scientifique occidentale, et une partie des hommes de lettres ont déjà participé au boycott. Mais ce qui serait décisif, c'est la participation de la classe ouvrière. On se souvient, entre autres, que la participation de la classe ouvrière d'Europe Occidentale à des actions de soutien aux prolétaires russes pendant la Guerre Civile

en Russie contribua largement à l'issue de cette guerre civile. Et pourtant, c'était une époque, après la première guerre mondiale, où la situation de cette classe ouvrière était difficile : mais il y avait alors une solidarité prolétarienne.

En ce qui concerne la bourgeoisie, lui demander de participer au boycott, ce serait la même chose que de demander à Brejnev de cesser les poursuites contre les dissidents. C'est tout simplement contre sa nature, c'est impossible. L'espoir réside donc dans l'intelligentsia scientifique et technique, la classe ouvrière, et même dans l'«establishment» occidental, dans la mesure où cet «establishment» subit l'influence du reste de la société. C'est le cas, par exemple, aux USA, et plus encore en Hollande, en Angleterre aussi.

#### La répression est le fondement même du régime soviétique

Il y a deux points de vue sur le boycott. Les uns considèrent le boycott comme un moyen efficace pour sauver les victimes de la répression en URSS et contraindre l'URSS à aligner petit à petit la réalité de sa politique sur les termes de sa propre Constitution et des Accords d'Helsinki. L'autre point de vue se fonde sur l'idée que le boycott ne peut conduire qu'à un retour de la guerre froide, et marquerait la fin du processus démocratique qui se développe en URSS, impétueusement, malgré la répression du pouvoir. Pour ceux qui pensent ainsi, cette aggravation de la situation en URSS forcerait l'Occident à envisager plus sérieusement la signification du régime soviétique et ses propres relations avec l'URSS. En effet, la réflexion devient plus vive dans les périodes de crise.

Il y a deux mois, il y a eu un article intéressant dans un journal américain. L'auteur y répétait ce que disaient les dissidents à

propos de l'Occident. Quand on m'interroge sur ce que je pense de ceux qui demandent à Brejnev de cesser la répression en URSS, je dis toujours que les gens qui parlent ainsi sont tout simplement inhumains. Est-il humain, par exemple, d'exiger d'un loup qu'il devienne végétarien : il en crèverait aussitôt. De même, le régime soviétique, sans la répression, cesserait d'exister. C'est ce qu'a dit l'auteur de l'article en question ; il disait que Carter mène un jeu dangereux, parce que Carter ne comprend pas la nature du régime soviétique : il demande que le gouvernement soviétique renonce à ses poursuites contre les dissidents. Or, c'est là que réside la base même du régime soviétique : Carter exige de l'URSS qu'elle renonce à sa propre nature. Non seulement le pouvoir soviétique ne peut y renoncer, mais encore, face à un tel risque, il est capable de n'importe quoi, y compris la guerre. C'est pourquoi cet auteur pense que la position de Carter est très dangereuse pour l'Occident.

D'un autre côté, et l'auteur de cet article, et ceux qui défendent son point de vue, ne comprennent pas qu'il n'y a pas de troisième voie.

— Ou bien l'Occident soutient les dissidents ; s'il veut faciliter leur victoire, s'il veut leur éviter des moments pénibles, s'il veut enfin sauver des vies humaines, l'Occident ne peut rester neutre.

— Ou bien il se contente de jouer le jeu de l'URSS.

Sans compter le fait qu'il entretient et nourrit ce régime par des échanges économiques, techniques et scientifiques, en plus, en refusant d'aider les dissidents, en renonçant à ses engagements d'Helsinki, il ne fait que préparer un avenir terrible. Pas seulement pour le Mouvement soviétique, pas seulement pour les peuples de l'URSS mais aussi pour l'Occident tout entier. Si rien n'est fait pour empêcher l'URSS d'intensifier toute agression, ce n'est que de la faiblesse, cela la pousse à l'agression.

#### Un boycott sélectif

Parmi ceux qui défendent les droits de l'homme en URSS, il y a aussi deux points de vue. Les uns pensent que le boycott, c'est ce qu'il y a de mieux ; les autres que le boycott ne peut que remettre en question ce que la détente a amené de plus précieux (même si ça reste imparfait) : les contacts entre les Soviétiques et l'Occident. Ces contacts sont très précieux. D'une part, c'est un soutien moral aux dissidents soviétiques. D'autre part, c'est une aide à une renommée, provisoirement interrompue, de l'intelligentsia soviétique. Et troisièmement, c'est un coup porté aux autorités soviétiques, lors des Conférences internationales à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union soviétique. Pour cela, ceux qui ont ce point de vue sont contre le boycott.

Je pense qu'il faut partir d'un point de vue pratique. Le boycott à 100 % n'est pas possible et n'est pas souhaitable. Il y a des domaines auxquels on ne peut étendre le boycott. Mais un boycott sélectif est tout à fait indispensable. Et si, par exemple, des savants sont d'accord pour aller à une conférence en URSS et y intervenir en demandant la libération de leurs collègues, cela est très bien. Mais ces savants doivent comprendre que si leurs autres collègues, en Occident, n'avaient pas boycotté l'URSS, personne ne les aurait écoutés. Ils n'ont pu agir avec succès que parce qu'il y a eu le boycott. Et c'est très bon de laisser partir quelques hommes, pourvu que la majorité n'y aille pas. Voilà mon point de vue, et je pense particulièrement au boycott des Jeux olympiques. Bien qu'il n'y ait rien eu d'arrêté quant à la préparation des Jeux, je pense que le meilleur serait ce type de boycott.

Les intertitres sont de la rédaction.

# LA PRÉSENCE SYRIENNE AU LIBAN : POURQUOI ?

## Points de repères

(3)

● La visite qu'effectuera mercredi le président syrien Assad en Irak pourrait avoir des conséquences importantes sur la coalition d'opposition aux accords de Camp David. La réconciliation entre les deux pays, s'est amorcée par la décision de l'Irak, d'appeler à la réunion d'un sommet arabe à Bagdad le 2 novembre prochain, elle a obtenu une réponse favorable de la Syrie.

A Damas on apprenait mardi de source officielle que la Syrie a réouvert sa frontière et rétabli des relations aériennes avec l'Irak. Les deux pays

L'URSS a toujours tenu à préserver de bonnes relations avec la Syrie, particulièrement à partir de sa rupture avec l'Égypte, où elle se devait de conserver ses rares appuis dans la région face à la diplomatie américaine très offensive au Moyen-Orient. Néanmoins, la dépendance en armement de la Syrie vis-à-vis de l'URSS ne l'a jamais conduite à renoncer à ses propres intérêts dans la région, même quand ils étaient contradictoires avec le règlement envisagé par l'URSS.

La Syrie s'est toujours employée à jouer sur deux tableaux, n'hésitant pas à rétablir des relations diplomatiques avec les USA en 1974 pour faire jouer les pressions américaines sur Israël, tout en se fournissant en armements à Mos-

C'est ainsi que la Syrie s'est assurée d'avoir les mains libres pour intervenir au Liban, bénéficiant probablement du feu vert américain et ayant la garantie du soutien soviétique. La visite effectuée par le président Assad le 18/04/77 confirme que les relations entre la Syrie et l'URSS restent bonnes et que l'URSS, même si elle était d'accord avec l'intervention syrienne au Liban, l'a dénoncée devant la résistance opposée par les forces palestiniennes. La visite d'Assad à Washington le 24 mai 1977 lui a permis de faire reconnaître par les Américains le rôle-clé joué par la Syrie au Moyen-Orient et de tenter d'obtenir une fois de plus que des pressions américaines puissent assouplir l'attitude intransigeante d'Israël.

entretenaient un sérieux différend depuis une dizaine d'années, chacun étant dirigé par deux tendances différentes du parti Baas, cherchait à prendre la direction du monde arabe notamment par de vaines tentatives d'asseoir leur influence sur l'OLP.

L'inquiétude et la colère suscitées dans la quasi-totalité du monde arabe, par les accords de Camp David, le caractère limité du regroupement opéré par le «Front de la fermeté», ont donné aux propositions irakiennes de sommet arabe — accep-

### ACCORD DE CHTAURA : TOURNANT DANS LA POLITIQUE SYRIENNE AU LIBAN

Après l'accord de Chtaura signé en juillet 1977, une étape s'ouvre dans l'amélioration des rapports entre la Syrie et la Résistance palestinienne. Avec l'accentuation des contradictions entre la Syrie et Israël particulièrement depuis août 1976 où des combats se produisaient avec les milices fascistes aidées par les sionistes, le régime syrien devait parvenir à un accord avec la Résistance palestinienne. L'accord fut finalement signé à Chtaura. Il comportait trois volets :

— la fermeture des bureaux «excédentaires» de la Résistance palestinienne,  
— la livraison des armes «excédentaires» palestiniennes à la Force arabe de dissuasion.

— l'entrée de l'autorité libanaise au sud du Liban. L'accord de Chtaura marque la reconnaissance

de la présence palestinienne au Liban. Il marque également la suspension de l'hostilité syrienne à l'égard de la Résistance, ce qui va permettre à celle-ci de se concentrer à ses tâches à l'intérieur de la Palestine et au Sud-Liban.

### DE LA CAPITULATION DE SADATE A L'OFFENSIVE DES MILICES FASCISTES AU LIBAN

Au lendemain de l'initiative de Sadate en novembre 1977, un certain nombre de pays arabes ont choisi de se regrouper dans le Front de la Fermeté pour contrecarrer la tentative de Sadate et soutenir la Syrie et l'OLP face à Israël.

Les pays réunis dans le Front de la Fermeté s'engagent tous à participer à la guerre contre Israël si celle-ci attaque un membre du Front.

Les mois qui suivront verront une impasse dans les négociations entre l'Égypte et Israël, tandis que

tées immédiatement par l'Arabie Séoudite et Koweït avec lesquels le contenu avait été discuté — un grand retentissement, puisqu'elles étaient susceptibles de rallier tous les pays arabes opposés à Camp David. Mais la tenue même du sommet, dans la mesure où l'Irak était puissance invitante, supposait que la réconciliation avec la Syrie, principal pays du champ de bataille, s'opérât.

La rencontre de Bagdad entre Assad et El Bakr aplanit l'une des dernières difficultés pour la tenue du sommet de Bagdad le 2 novembre prochain.

le Front de la Fermeté en reste à des déclarations de principe pour condamner cette paix séparée.

Le 15 mars, l'armée sioniste pénètre au Sud-Liban, saisissant le prétexte de l'opération du Fath menée à Tel-Aviv. Elle se heurte à une violente résistance de la part de la Résistance palestinienne et des patriotes libanais qui parviennent à imposer de lourdes pertes aux sionistes et à limiter leur avance. La Syrie n'a pas bougé...

Le 19 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU décide l'envoi de casques bleus.

En juin 1978, on assiste au retrait des troupes sionistes. Dans le même temps, les fascistes provoquent des combats en vue de voir les troupes syriennes céder la place aux forces de l'ONU. Cette tentative d'internationaliser le conflit libanais subit un échec devant le soutien arabe à la Syrie.

En septembre 1978, l'accord de Camp David est conclu entre l'Égypte et Israël ; la Syrie se retrouve alors seul pays du champ

de bataille, le régime égyptien étant prêt à signer un traité de paix, le Front du Sud gelé, Israël peut donc à tout moment se retourner contre la Syrie.

L'ensemble des pays arabes condamnent cette capitulation égyptienne et promettent à la Syrie leur soutien, comme étant encore le pays du champ de bataille. C'est à ce moment que les fascistes libanais alliés d'Israël attaquent les forces syriennes de la FAD au Liban. La Syrie réagit violemment, soutenue par les pays arabes. Ces derniers ne veulent pas que le conflit libanais s'internationalise ; leur appui au rôle de la Syrie au Liban vise à régler le problème dans un cadre arabe. Si actuellement, on constate un rapprochement tactique entre la position syrienne et celle de la Résistance, cette identité de vue reste tributaire du degré de fermeté dont saura faire preuve la Syrie face au règlement de Camp David.

Frank ROUSSEL

## PROGRAMME TELE

### Mercredi 25 octobre

TF 1

18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
19 h 55 - Tirage du Loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - L'inspecteur mène l'enquête  
22 h 05 - SOS Enfants. Les enfants qui dérangent  
23 h 10 - Gymnastique : Championnats du monde  
23 h 40 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Muppet show  
21 h 05 - Mi fugue, mi raison, Bateleurs et baladins  
22 h 20 - Miroir du temps présent. Cosmo-destination planète-femme.  
23 h 20 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre, Alfred Fabre-Luce  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le voyage de Selim, Film TV avec Djelloul Beghouira  
22 h 00 - Soir 3

### Jeu 26 octobre

TF 1

18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Partis politiques, Le MRG  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Le temps des AS, feuilleton  
21 h 30 - Le défi européen  
22 h 35 - Gymnastique : championnats du monde  
23 h 05 - Ciné première, Invitée : François Giroud  
23 h 35 - Journal

A 2

18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 35 - Le grand échiquier, Serge Lama, Gilles Vigneault...  
23 h 15 - Journal et fin des émissions

FR 3

18 h 55 - Tribune libre, Le planning familial  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Un film... un auteur, Rosebud, film américain d'Otto Preminger avec Peter O'Toole  
22 h 30 - Soir 3

## Visite de Giscard en Italie : les discussions porteront sur l'Europe

Giscard s'est rendu à Rome, mercredi après-midi pour une brève visite au cours de laquelle, il rencontrera le président de la République italienne Pertini et le président du Conseil : Andreotti. Jeudi matin le président français aura un entretien avec Jean-Paul II. Les entretiens entre les gouvernements français et italien porteront sur les problèmes posés par l'élargissement de la Communauté européenne auquel les deux pays sont favorables mais qui nécessite la révision de la politique agricole commune. L'autre sujet de préoccupation pour l'Italie sera également discuté, il s'agit du projet monétaire franco-allemand qui inquiète l'Italie en raison de la faiblesse de la Lire.

Les autres sujets de conversation porteront sur les relations bilatérales, ainsi que sur le désarmement, la situation au Liban et en Afrique.

## Deux formules d'abonnement couplé :

### Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

### Front Rouge - Proletariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

## Zimbabwe : après le voyage de Smith aux USA et le raid raciste en Zambie

Les deux dirigeants du Front Patriotique du Zimbabwe, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et Joshua Nkomo dirigeant de la ZAPU, ont dans plusieurs déclarations dénoncé le voyage de Smith aux USA et les massacres perpétrés par l'armée raciste en Zambie. Robert Mugabe, dans un discours qu'il a fait en Angola, a déclaré que la ZANU ne cessait de remporter des victoires sur le terrain. Il a affirmé que le mouvement de libération du Zimbabwe ne participerait à une «conférence élargie» que si elle avait pour base le transfert du pouvoir au Front Patriotique. Joshua Nkomo a fait des déclarations allant dans le même sens.

De son côté, le président zambien Kaunda a vivement dénoncé le fait que Carter ait accepté d'inviter Smith aux USA. Il a rapproché ce voyage du raid raciste contre la Rhodésie, exprimant son scepticisme sur la «condamnation» qu'ont pu en faire les Occidentaux. «Tout ce qu'ils disent revient à dire qu'ils n'en tiennent pas compte. En fait, c'est un soutien». Il a appelé le mouvement de libération du Zimbabwe et les pays africains à «s'unir pour une lutte longue et persévérante» contre le régime raciste. Il s'agit d'un revirement de Kaunda, qui avait été impliqué dans les dernières tentatives impérialistes pour diviser le Front Patriotique (rencontre Nkomo-Smith au mois d'août). Devant les complots impérialistes et les dernières atrocités de l'armée de Smith, on assiste aujourd'hui à un certain resserrement de l'unité africaine.

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

## LE VIETNAM PRÉPARE UNE NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LE CAMBODGE

Mardi était partout rapportées les propos de radio Hanoï selon lesquels un «soulèvement» aurait commencé au Cambodge. Ieng Sary, le vice-premier ministre cambodgien démentait ces bruits en les attribuant à la propagande vietnamienne. La publicité donnée à une telle rumeur est inquiétante à plus d'un titre. Tout d'abord, elle masque un aspect essentiel de la réalité dans la région, pourtant attesté par de multiples témoignages : la mobilisation générale a été décrétée au Vietnam, alors même qu'il vient de subir de catastrophiques inondations. Sur le front cambodgien, des centaines de milliers d'hommes ont été installés, armés jusqu'aux dents par un pont aérien qui a fonctionné

entre Moscou et Hanoï au cours des deux derniers mois de manière particulièrement intense. De telles rumeurs viennent cacher le fait que le Cambodge est aujourd'hui menacé par une des plus formidables agressions de son histoire, après le coup d'arrêt que le peuple cambodgien infligeait aux armées vietnamiennes en janvier dernier.

Plus troublant encore, est le fait que cela donne une vision particulièrement déformée de certains événements se déroulant au Cambodge : il est certain que des combats se déroulent à l'intérieur du territoire cambodgien, il est certain également que les Vietnamiens n'y sont pas étrangers, à proximité de leur frontière à partir de laquelle ils or-

ganisent des intrusions, et même plus profondément si l'on s'en tient aux informations de radio Phnom Penh qui affirmait mardi que des «espions vietnamiens» avaient été arrêtés aux environs de Phnom Penh. Par ailleurs les autorités cambodgiennes ont annoncé que des Soviétiques avaient été tués dans des combats à l'intérieur du Cambodge.

Bien plus qu'une simple diversion, le battage fait autour de la rumeur de soulèvement lancée par radio Hanoï, constitue une menace particulièrement grave : que l'agression à laquelle est exposée le Cambodge soit légitimée aux yeux de l'opinion internationale qui serait ainsi préparée à considérer l'invasion

des troupes vietnamiennes comme une «libération» du territoire et la mise en place d'une administration contrôlée par elles comme une affaire purement cambodgienne. La propagande d'une telle rumeur par radio Hanoï ressemble plus à un avertissement rapproché de l'offensive de la saison sèche à laquelle s'est préparée l'armée vietnamienne qu'à une information sur la situation au Cambodge, où malgré une formidable pression militaire, le régime vietnamien n'a pu encore parvenir à ses fins, renverser le gouvernement pour s'emparer du pays, au terme d'une année de guerre avec des forces très inégales.

Grégoire CARRAT

## Budget 79 : L'APPAREIL JUDICIAIRE DOTÉ DE NOUVEAUX MOYENS

Le 8 mai dernier le député Pierre Bas avait fait une proposition de loi stipulant : «la peine de mort est abolie». Dix autres députés de la majorité l'avaient ensuite signée. Proposition rejetée par Peyrefitte qui avait laissé entendre qu'on reparlerait de ce problème en automne. A l'occasion du vote du budget de la Justice, Pierre Bas a déposé un amendement supprimant les crédits affectés au salaire du bourreau (6 000 F par mois plus 2 000 F lors d'une exécution) et à l'entretien de la guillotine, amendement soutenu par le socialiste Forni. Pour éviter un vote sur l'amendement, Peyrefitte a demandé un vote bloqué sur l'ensemble du budget. Dans la nuit de mardi à mercredi le budget a été adopté : 271 voix pour, et 210 contre. Peyrefitte s'est engagé «en échange» à ce que le problème de la peine de mort soit débattu sur le fond au cours de la session de printemps.

La peine de mort et les 185 000 francs de crédits affectés au bourreau et à sa machine, n'ont pas été le tout de la discussion parlementaire sur le budget de la Justice.

Le budget 1979 que défend Peyrefitte est en augmentation de 20 % sur celui de cette année, soit une progression plus forte que l'ensemble du budget. 1 641 emplois sont créés, dont 1 105 pour les seuls greffes des tribunaux. De la même manière, le nombre des magistrats croît de façon sensible : ils étaient 4 772 en 1974, et ils sont passés à 5 054 en 1977. Il est vrai que cette progression est directement dictée par l'accroissement considérable des affaires à juger : en 1974, les magistrats avaient 3 382 800 affaires à traiter. En 1977, ils en avaient 5 283 800, soit un bond de 56 %.

Il y avait dans les prisons

françaises 27 101 prisonniers au 1<sup>er</sup> janvier 1974. Au 1<sup>er</sup> juin 1978, le nombre des détenus, condamnés ou non, s'élevait à 35 362 personnes. Ce chiffre énorme est à mettre en rapport avec le nombre de places officiellement prévues dans les prisons : 29 362. Cet état de fait aboutit à un coefficient de peuplement de 135 % en moyenne, et parfois beaucoup plus. A Saint-Denis de la Réunion, il y a trois prisonniers pour une seule place prévue !

Le VII<sup>e</sup> plan prévoyait une progression substantielle des moyens donnés au ministère de la Justice. A mi-parcours, il semble bien que l'objectif ne sera pas atteint. Il n'en reste pas moins que, depuis 1974, l'appareil judiciaire français, sous l'impulsion de l'auteur du *Mal Français*, se sera considérablement amplifié.

## Teng Siao Ping à la presse thaïlandaise

À la veille de son voyage en Thaïlande, le vice Président chinois Teng Siao-ping a accordé un entretien aux journaux thaïlandais dans lequel il aborde notamment la question des relations du Parti communiste chinois et du Parti communiste thaïlandais, à l'égard duquel il réaffirme le soutien du PCC et précise que ce soutien ne peut être mis en cause par les relations d'Etat à Etat. A propos de la situation en Asie du sud-est, il affirme le soutien de la Chine à l'égard du Cambodge face à l'agression vietnamienne. Bien que la traduction des propos de Teng Siao-ping risque d'en avoir altéré légèrement le contenu, le sens général est particulièrement net.

«La Chine ne va pas changer ses principes. Tout reste en l'état ainsi que nous l'avons dit à M. Kukrit Pramot, ancien premier ministre thaïlandais, et au premier ministre, le général Kriangsak. Les relations entre les deux partis communistes (chinois et thaïlandais) doivent continuer. C'est une question qui s'inscrit dans le mouvement communiste international. Pham Van Dong a soulevé ce problème pour enfoncer

un coin entre nos deux pays. On voudrait savoir si Teng va dire la même chose en Thaïlande. Je peux déjà vous affirmer que, si la Chine parlait comme Pham Van Dong, la Chine serait fort détestable. Elle ne serait pas un vrai pays socialiste (...).

«Soyons clairs à ce sujet : si nous voulons être amis, nous devons dire la vérité. Le parti communiste thaïlandais est un problème interne à la Thaïlande, le gouvernement thaïlandais seul

doit régler ce problème. Evidemment, la question des relations entre les deux partis communistes est un obstacle au développement plus poussé de nos relations, mais cela ne veut pas dire que nos relations ne se développeront pas (...).

«La Chine n'a jamais envoyé de troupes au Cambodge comme le Vietnam l'affirme. Le Vietnam a gagné la guerre contre les Etats-Unis parce que d'autres Etats, l'URSS et la Chine l'ont soutenu. Mais le Cambodge doit compter sur ses propres forces. Bien sûr la Chine fournit une aide au Cambodge, mais seulement égale au dixième de celle qu'elle avait fournie au Vietnam. Nous avons décidé de soutenir le Cambodge et nous espérons que d'autres Etats d'Asie de l'Est soutiendront aussi le Cambodge».

«Si le Vietnam attaque le Cambodge en force, je ne crois pas que les développements seront limités au

Cambodge. Le monde verra le vrai visage du Vietnam et à ce moment-là, les Etats de l'ASEAN auront à prendre position (...).

«La Chine dit ce que la Chine pense. Les rapports entre le Vietnam et la Chine sont très mauvais en ce moment. Il sera très difficile de remettre le Vietnam sur la bonne voie. Si, plus tard, le Vietnam est incapable de résoudre ses problèmes, il connaîtra mieux l'URSS et verra ce qu'est l'URSS. La Chine continuera à développer son pays. Si le Vietnam veut diffamer la Chine, nous le laisserons faire. La Chine a assez à faire par ailleurs. Malgré tout, la Chine soutient la déclaration de Pol Pot qui veut améliorer ses relations avec le Vietnam (...). Bien qu'il ne soit pas possible de résoudre les problèmes entre la Chine et le Vietnam maintenant, nous les résoudrons dans dix ans, si ce n'est pas possible dans dix ans, nous saurons les résoudre d'ici cent ans !».

## Des bombes russes...

### DOCUMENT



(Photos communiquées par le Front Populaire de Libération de l'Erythrée)



## ...contre le peuple érythréen